

autres ? Quels avantages, quelles sommes tirent-ils de tels biens ? L'État et la Finance orientent donc les travaux d'approche. Ce n'est que depuis peu que viennent au premier plan les populations qui supportèrent les aléas de politiques diverses, heurtées et parfois contradictoires, avant d'en devenir un élément agissant.

Lentement s'estompent donc les rigidités du cadre législatif et administratif. L'attention se tourne enfin vers les incertitudes de la sociologie forestière. On évite encore de débattre une histoire des sciences et une histoire des techniques lorsque celles-ci s'appellent sylviculture et façonnage. Michel Noël et Aimé Bocquet ont courageusement choisi de s'attaquer à cette dernière question, les gestes par lesquels le matériau bois devient produit fini, outils, meubles meublant et maison, du toit aux murs. L'un est chercheur au CNRS, l'autre est directeur du Centre national de recherches archéologiques subaquatiques de Nancy. Par leur vocation, ils n'ont pas le culte du document écrit hors duquel il n'y aurait point de salut. Eux savent regarder un arbre, comprendre le mouvement de l'ouvrier, observer l'instrument qu'il s'est forgé, suivre les imperceptibles changements de ce qu'il crée.

Les hommes et le bois constitue donc un livre en ce sens des plus précieux puisqu'il jette un regard neuf sur les données forestières. Certes, il n'y a pas là matière à débat. Ses auteurs n'ont pas voulu écrire une thèse bouleversant les croyances acquises, ni une synthèse prêtant le flanc aux critiques ne serait-ce que par nature. Ils ont souhaité bâtir un ouvrage de référence parce que purement descriptif. Attitudes requises par le labeur, tâtonnements de l'innovation et conséquences de l'apprentissage, outillage patiemment adapté, diversifié, productions obtenues avec un inégal bonheur — car le progrès en la matière ne se dissocie pas des reculs, des oublis et des repentirs — tout cela représente un apport considérable.

Le spécialiste des forêts déplorera sans doute la faiblesse ou plutôt la rapidité des

chapitres II et III, « L'homme dans la forêt » et « La faim de bois » qui auraient mérité un meilleur traitement, mais l'éditeur devait tenir à cette mise en place susceptible de drainer une clientèle rebelle à la technique. Quant aux chapitres XVII, XVIII et XIX, ils n'apprendront sûrement pas grand-chose au médiéviste, au moderniste et au contemporainiste, du moins peut-on l'espérer. Ils les auront en tout cas mis en appétit et c'est sans doute l'essentiel. L'intérêt du livre n'est pas là mais dans l'analyse des procédés par lesquels les hommes ont, durant des millénaires, transformé la récolte ligneuse pour satisfaire à leurs besoins.

C'est pourquoi il convient de lire cet ouvrage. Il serait temps que la forêt cesse de ne passionner que les amoureux de Thémis et de la Nature. Il est temps que les universitaires comprennent que durant des siècles, sans l'annexe des bois, l'exploitation agricole se mourait, que sans la mise en coupe réglée de la sylviculture, les machines cessaient de tourner. Pas de bois, pas d'énergie. Pas de bois, encore fort peu de métal, et l'âge de pierre revient. Michel Noël et Aimé Bocquet ont eu décidément bien raison d'attaquer leur propos dès la sortie du tunnel paléolithique.

Andrée CORVOL

Andrée CORVOL, *L'homme aux bois. Histoire des relations de l'homme et de la forêt (XVII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Éditions Fayard, 1987, iv-585 p., bibliogr., glossaire.

La forêt est depuis fort longtemps un thème favori de la recherche en sciences humaines — je pense à *L'homme et la forêt*, de Pierre Deffontaines, publié en 1933 — et on sait combien les études d'histoire forestière se sont multipliées depuis une quinzaine d'années. Ce gros livre d'Andrée Corvol se présente comme une

COMPTES RENDUS

synthèse, destinée sans doute à un assez large public, du chapitre français de cette histoire. La plupart des questions qui ont occupé les historiens, les géographes ou les sociologues ces dernières années y sont évoquées, dont par exemple le long conflit entre l'administration des Eaux et Forêts et les populations, ou la vision romantique de la forêt salvatrice dans la première moitié du XIX^e siècle, etc.

Je n'ai pas cité ces deux exemples au hasard, mais parce qu'ils me paraissent illustrer avec une particulière netteté à quel point la forêt, cet espace le moins humanisé de tous en principe, est pourtant révélateur des tendances les plus fortes d'une société. Aujourd'hui, c'est en Amazonie ou à Bornéo qu'un certain capitalisme dit sauvage se manifeste dans toute sa nudité. Il n'en allait guère autrement dans le Canada d'hier, comme nous l'ont montré R. Hardy et N. Seguin (*Forêt et société en Mauricie*, Montréal, 1984). En France, c'est probablement dans le domaine forestier que la tendance à l'étatisme bureaucratique, si puissante chez nous, aura été le plus près de se réaliser. Avec ses gardes au statut paramilitaire, son corps d'ingénieurs recrutés au concours et formés dans une grande école, avec ses traditions, son idéologie et son immense méfiance envers tout ce qui n'est pas elle, l'administration des Eaux et Forêts aura certainement été, durant près de deux siècles, ce que nous avons eu de plus semblable à l'administration chinoise d'ancien régime.

Il n'est guère douteux que l'histoire des forêts dans les autres pays européens ne soit aussi révélatrice, et que l'étude comparée ne soit désormais le meilleur moyen d'éclairer les cas nationaux ou régionaux par leurs différences réciproques. Dans cette perspective, on regrettera peut-être la vision un peu trop franco-française du livre d'Andrée Corvol. Pour ma part, j'ai aussi regretté que son style trop littéraire en arrive à nuire à la clarté de l'exposé. La table des matières, par exemple, est à peu près inutilisable sans traduction, parce que les titres et les sous-titres ont été choisis

pour faire image plutôt que pour décrire un contenu. On est loin du style net et direct que Stendhal admirait tant dans le Code civil, et dans ces conditions, l'absence d'index est un réel handicap pour le lecteur.

François SIGAUT

Jacqueline DUMOULIN, *La protection du sol forestier en Provence et en Dauphiné dans le Code de 1827*, Grenoble, Publications du Centre de recherche d'histoire économique, sociale et institutionnelle, CNRS-UA 957, 1986, 88 p.

Voilà le deuxième ouvrage à sortir sous la couverture bleue de cette collection, avec pour thème la forêt française dans une perspective d'histoire régionale. On se souvient de l'excellent tableau relatif à l'administration des Eaux et Forêts en Isère au XIX^e siècle, dû à la collaboration de Pierre Chevallier et de Marie-Josée Couailhac (Grenoble, 1983, 217 p.).

Le titre choisi par Jacqueline Dumoulin peut induire en erreur quant au contenu de l'ouvrage. Il ne s'agit pas tant en effet de la protection du sol forestier en Provence et en Dauphiné que des pouvoirs conférés sur cette matière par le législateur de 1827. C'est dire que sont examinées avec soin leurs composantes juridiques et les procédures qu'implique le passage à la pratique. Rien n'est pourtant aride dans ce travail sérieux. Certains textes cités, montrant comment la décision finale s'obtient, sous quelles pressions, avec quelles arrière-pensées, et quel inégal bonheur dans les conséquences sont tout à fait éclairants et savoureux.

L'auteur souligne ainsi à juste titre que la pièce maîtresse de cet arsenal défensif repose sur le système d'autorisation, ou de refus, mais avec de la patience, le requérant peut toujours entretenir son espoir : il sera récompensé. La carence du procédé est évidente, d'autant que cette mécanique ignore